



2727 COWORKING / RECHERCHE ET CONSEILS PRATIQUES

Bureau virtuel à Montréal : coûts, légalité et mise en place

Find a practical home for your work at 2727 Coworking in Montreal. Explore private offices, day workspaces and meeting rooms, plus business-address and virtual-mailbox services for your company.

Publié par 2727 Coworking · 2026-07-10 · bureau-virtuel-montreal · adresse-affaires-virtuelle-montreal · prix-bureau-virtuel-montreal · bureau-virtuel-pas-cher-montreal · immatriculation-adresse-affaires-montreal · registre-entreprises-quebec · boite-aux-lettres-virtuelle-montreal · coworking-montreal

Article original : <https://2727coworking.com/articles/fr/bureau-virtuel-montreal-couts-legalite-mise-en-place>

Dans cet article

1. Sommaire
 2. Introduction et contexte
 3. Qu'est-ce qu'un bureau virtuel ? Définitions, niveaux de service et structure du marché montréalais
 4. Premier niveau : adresse d'affaires seulement
 5. Deuxième niveau : adresse et gestion du courrier
 6. Troisième niveau : forfaits de service complet
 7. Composantes essentielles : adresse d'affaires, gestion du courrier, accueil et accès aux salles de réunion
 8. Le cadre juridique : immatriculer et exploiter une entreprise à une adresse virtuelle au Québec
 9. Entreprises individuelles
 10. Entités constituées en société
 11. Coûts d'immatriculation
 12. Immatriculation extraprovinciale et transfrontalière
 13. Inscription aux fichiers des taxes de vente
 14. Choisir un fournisseur : processus de mise en place, coûts cachés et considérations pratiques
 15. Modalités contractuelles et processus de mise en place
 16. Coûts cachés à surveiller
 17. Prestige de l'adresse et quartier
 18. Délai d'activation habituel
 19. Possibilités d'évolution et souplesse
 20. Analyse des données et éléments probants
 21. Études de cas et exemples concrets
 22. Propriétaire d'entreprise individuelle à domicile s'immatriculant au REQ (exemple hypothétique)
 23. Vendeuse en commerce électronique d'une autre province se constituant en société de régime fédéral (exemple hypothétique)
 24. Petit cabinet de conseil passant d'une adresse virtuelle à un abonnement de coworking (exemple hypothétique)
 25. Hivernant et professionnel travaillant à distance en voyage utilisant une boîte aux lettres virtuelle
 26. Incidences et perspectives
 27. Foire aux questions (FAQ)
 28. Conclusion
 29. Références
-

Sommaire

Un bureau virtuel à Montréal coûte généralement entre 40 \$ et 300 \$ par mois, les forfaits de base comprenant uniquement une adresse d'affaires se situant surtout entre 40 \$ et 115 \$ (www.instantoffices.com) (www.davincivirtual.com), les forfaits intermédiaires avec numérisation du courrier et crédits de salle de réunion allant de 79 \$ à 139 \$ (nuage-b.com) (ashantibusiness.com), et les forfaits complets regroupant la réponse aux appels, l'accès journalier à un espace de coworking et une adresse prestigieuse au centre-ville atteignant de 150 \$ à 300 \$ ou plus (www.davincivirtual.com) (2727coworking.com). Le regroupement

indépendant de fournisseurs établi aux États-Unis Alliance Virtual Offices présente la tendance nationale de manière presque identique, indiquant qu'« un bureau virtuel coûte entre 49 \$ et 300 \$ par mois, selon l'emplacement, le fournisseur et les services inclus » (www.alliancevirtualoffices.com), tandis que le courtier MatchOffice, qui couvre Montréal, cite de même des « frais de location pour ce bureau allant d'environ 30 \$ à 350 \$ par mois » (www.matchoffice.com). Des exploitants mondiaux comme Regus et sa marque sœur Spaces affichent des tarifs d'entrée à partir de 3 \$ par jour pour une simple adresse d'affaires (www.regus.com) (www.spacesworks.com), alors que les spécialistes des boîtes aux lettres virtuelles comme Swivl et C-Band Mailbox proposent des abonnements limités au courrier à partir d'environ 4,99 \$ à 89 \$ par mois, selon la durée et les fonctionnalités (swivl.ca).

Sur le plan juridique, le Québec permet d'utiliser l'adresse d'un bureau virtuel comme adresse d'entreprise inscrite au registre, mais les règles varient selon la forme juridique. Le Registraire des entreprises (REQ) exige que l'adresse du domicile d'un propriétaire d'entreprise individuelle soit son adresse résidentielle, sauf s'il utilise une adresse professionnelle désignée, et précise explicitement qu'« il n'est pas possible de fournir une case postale comme adresse d'entreprise » (www.quebec.ca). Les entités constituées en société, sous le régime provincial ou fédéral, doivent maintenir une adresse de siège où les documents juridiques peuvent être signifiés, et Corporations Canada confirme que « chaque entreprise constituée en société doit avoir une adresse de siège et un conseil d'administration » (ised-isde.canada.ca), une exigence à laquelle l'adresse municipale d'un bureau virtuel répond tant que le courrier y est reçu de façon fiable. La constitution en société de régime fédéral coûte 200 \$ en ligne auprès de Corporations Canada (ised-isde.canada.ca), tandis que les droits d'immatriculation au REQ d'une personne physique exploitant une entreprise individuelle s'élèvent à environ 41 \$ pour le traitement régulier, selon le barème des droits publié par le gouvernement lui-même (cdn-contenu.quebec.ca). Les entreprises dont les fournitures taxables dépassent 30 000 \$ au cours de quatre trimestres consécutifs doivent également s'inscrire aux fichiers de la TPS et de la TVQ, quel que soit le type d'adresse (www.revenuquebec.ca).

Le marché montréalais des espaces de travail flexibles est suffisamment vaste pour soutenir cet écosystème : la ville compte environ 90 à 100 espaces de coworking, le Québec regroupe 314 des quelque 1 448 entreprises de coworking recensées au Canada (www.poidata.io), et le courtier immobilier commercial MatchOffice décrit l'agglomération de Montréal comme « accueillant aujourd'hui près de 60 mille entreprises » (www.matchoffice.com). Market Research Future prévoit que le marché mondial des bureaux virtuels passera d'environ 24,58 milliards de \$ en 2025 à 52,29 milliards de \$ d'ici 2035 (www.marketresearchfuture.com). La demande est renforcée par un marché locatif des bureaux peu dynamique : JLL indique que le taux d'inoccupation national des bureaux au Canada s'est maintenu à 18,1 % au premier trimestre de 2026, Montréal ayant enregistré sa première baisse trimestrielle de l'inoccupation depuis 2020 (www.jll.com), ce qui pousse les propriétaires et les exploitants d'espaces flexibles à rivaliser sur les prix et les commodités pour attirer précisément les locataires auxquels s'adresse un bureau virtuel.

Pour la plupart des travailleurs autonomes, des vendeurs en commerce électronique et des petites entreprises, la décision pratique ne consiste pas à déterminer si un bureau virtuel est légal (il l'est généralement, avec des réserves propres à chaque forme juridique), mais à choisir le niveau de service qui répond à leurs besoins de conformité et de crédibilité : une simple adresse postale pour les déclarations au REQ, un abonnement à la numérisation du courrier pour les activités quotidiennes, ou un forfait complet avec salles de réunion et réponse aux appels pour le travail auprès de la clientèle. 2727 Coworking, un exploitant

d'espace de coworking de Griffintown situé sur le canal de Lachine, illustre l'option complémentaire d'un espace de travail physique que de nombreux utilisateurs de bureaux virtuels finissent par ajouter : des postes flexibles / hot desks à partir de 300 \$ par mois, des postes attitrés à 450 \$ et des bureaux privés de 600 \$ à 3 000 \$ selon la taille de l'équipe (2727coworking.com), avec accès 24/7, Internet gigabit et utilisation gratuite des salles de conférence inclus. Ce rapport examine l'ensemble du marché : ce que comprennent les bureaux virtuels, leur traitement en droit québécois, leur coût chez une douzaine de fournisseurs et la façon d'en mettre un en place correctement.

Introduction et contexte

L'expression « bureau virtuel » couvre une vaste gamme de services à Montréal, allant d'une simple adresse postale utilisée uniquement dans les documents de constitution en société à un comptoir d'accueil doté de personnel, avec réponse aux appels, numérisation du courrier et salles de réunion réservables. Leur point commun est la séparation entre l'adresse juridique ou publique d'une entreprise et toute obligation pour son propriétaire de travailler réellement à cet endroit. Cette distinction est devenue de plus en plus pertinente avec la multiplication du télétravail, du commerce électronique et des cabinets de conseil d'une seule personne partout au Québec, ainsi qu'avec la hausse de l'inoccupation des bureaux commerciaux à des niveaux qui donnent aux locataires un pouvoir de négociation inhabituel (www.jll.com).

Trois groupes alimentent la demande de bureaux virtuels à Montréal. Le premier est constitué d'entrepreneurs à domicile et de **propriétaires d'entreprise individuelle** qui souhaitent éviter d'afficher leur adresse résidentielle dans les registres publics des entreprises et sur leurs cartes professionnelles. Le deuxième regroupe les entreprises d'autres provinces ou de l'étranger qui ont besoin d'une présence légitime au Québec ou au Canada pour s'immatriculer auprès du Registraire des entreprises ou satisfaire aux exigences des places de marché et des banques, sans s'engager dans un bail. Le troisième comprend les petites équipes et les entreprises en démarrage en croissance qui ont besoin, à l'occasion, d'une salle de réunion ou d'un crédit de bureau à la journée en complément de leur adresse postale, mais qui n'ont pas encore besoin de postes permanents. Les discussions dans la communauté confirment que cette pratique est courante et généralement acceptée par les autorités de réglementation : un participant à un forum de petites entreprises a résumé la position fédérale en soulignant que les organismes gouvernementaux « ne se soucient pas de savoir s'il s'agit d'un espace de coworking, d'une boîte UPS ou d'un bureau virtuel, tant que l'adresse est valide et cohérente » (www.reddit.com).

Le marché montréalais des bureaux virtuels s'inscrit dans un secteur canadien plus vaste et bien documenté du coworking et des espaces de travail flexibles. Le Québec compte 314 des quelque 1 448 entreprises recensées au pays dans la catégorie du coworking, derrière seulement l'Ontario et ses 480 entreprises (www.poidata.io), et à Montréal précisément, le fournisseur de données de marché Easy Space recense environ 90 espaces de coworking existants pour une population d'environ 1,8 million de personnes, classant la ville comme un « marché modéré » pour les nouveaux venus (easyspace.app). MatchOffice, une place de marché en immobilier commercial, décrit séparément Montréal comme la « deuxième ville la plus peuplée du pays, avec plus de 1,7 million de résidents », accueillant des secteurs comme « l'aérospatiale, la finance, le transport, la logistique, la pharmacie, la technologie, le design et d'autres » (www.matchoffice.com). Des fournisseurs allant de multinationales comme Regus et Spaces à des entreprises montréalaises spécialisées

comme Ashanti Business Center, Nuage B et Swivl, aux côtés de spécialistes de la réexpédition du courrier comme C-Band Mailbox, se font concurrence sur le prix, le prestige de l'adresse et l'étendue des services complémentaires.

Ce rapport répond aux questions auxquelles un futur utilisateur de bureau virtuel à Montréal a réellement besoin de réponses : quels services sont généralement inclus, combien ils coûtent sur le marché, si une adresse virtuelle peut être utilisée pour l'immatriculation d'une entreprise au Québec et comment, quelles solutions de rechange aux boîtes aux lettres existent, quels frais cachés surveiller et comment évaluer les fournisseurs. Il s'appuie sur des pages de tarification, des registres gouvernementaux et des études de marché à jour en juillet 2026, et signale les quelques points sur lesquels les sources sont réellement en désaccord.

Qu'est-ce qu'un bureau virtuel ? Définitions, niveaux de service et structure du marché montréalais

Un **bureau virtuel** est un service qui fournit à une entreprise une adresse postale physique et un ensemble de services liés à cette adresse (gestion du courrier, accès occasionnel à une salle de réunion, parfois réponse aux appels), sans l'obliger à louer ou à occuper une superficie qui lui est réservée à cette adresse. Il se distingue de trois produits connexes, souvent confondus :

- Une **case postale**, louée directement auprès de Postes Canada, fournit seulement un numéro de case dans un bureau de poste ; les documents de Postes Canada indiquent que les cases « commencent à seulement 69 \$ pour 3 mois » et qu'il faut se rendre sur place pour récupérer le courrier (www.canadapost-postescanada.ca).
- Une **boîte aux lettres virtuelle**, offerte par des spécialistes comme C-Band Mailbox et Swivl, fournit une véritable adresse municipale ainsi que la numérisation du courrier, sa réexpédition et des notifications, mais généralement sans salles de réunion ni services d'accueil ; C-Band formule ainsi la distinction fondamentale : « Les cases postales fournissent uniquement un numéro de case, tandis que les adresses des boîtes aux lettres virtuelles fournissent une véritable adresse municipale » (cbandmailbox.com).
- Un **forfait complet de bureau virtuel**, offert par les marques d'IWG (Regus, Spaces, HQ), Davinci Virtual et des exploitants montréalais spécialisés, associe une adresse d'affaires prestigieuse à la gestion du courrier, à des crédits de salle de réunion et, souvent, à un numéro de téléphone local avec réponse aux appels par une personne.

Dans la catégorie du « bureau virtuel complet », les fournisseurs répartissent généralement leur offre en au moins trois niveaux, et déterminer celui dont un futur utilisateur a réellement besoin constitue la première décision à prendre. Alliance Virtual Offices, un regroupement national de fournisseurs aux États-Unis et au Canada, présente explicitement cette segmentation selon trois fourchettes de prix : sa gamme la moins chère va de « 49 \$ à 75 \$ par mois : adresse de base », sa gamme intermédiaire de « 100 \$ à 150 \$ par mois :

forfait standard » et sa gamme supérieure de « 150 \$ à 300 \$ par mois : service complet » (www.alliancevirtualoffices.com). Le marché montréalais correspond étroitement à cette structure, comme le montrent les niveaux suivants.

Premier niveau : adresse d'affaires seulement

Le point d'entrée le moins cher et le plus courant est une simple adresse d'affaires utilisée sur les documents de constitution en société, les cartes professionnelles et une fiche d'établissement Google, avec réception de base du courrier. Regus la présente comme son produit de bureau virtuel le moins cher, expliquant qu'« une adresse d'affaires... est généralement l'option la moins chère de nos services de bureau virtuel à Montréal. Elle vous permet d'utiliser l'adresse sur vos documents d'entreprise et de recevoir du courrier, mais elle ne comprend pas les avantages supplémentaires du forfait » (www.regus.com). Instant Offices affiche des offres d'adresse seulement à Montréal de 40 \$ à 139 \$ par mois, réparties dans environ 40 immeubles (www.instantoffices.com), et l'adresse virtuelle montréalaise la moins chère de Davinci Virtual, au 1155, rue Metcalfe, est affichée à 60 \$ US par mois (www.davincivirtual.com). Alliance Virtual Offices décrit ce que ce niveau d'entrée comprend généralement : « une adresse d'affaires professionnelle dans un bureau commercial doté de personnel, généralement un traitement du courrier par mois et la possibilité d'utiliser l'adresse sur votre site Web, vos cartes professionnelles et vos demandes de permis », tout en excluant explicitement « un numéro de téléphone, l'accès à une salle de réunion ou un service de réceptionniste » (www.alliancevirtualoffices.com).

Deuxième niveau : adresse et gestion du courrier

Le niveau intermédiaire ajoute une gestion structurée du courrier : numérisation en PDF, réexpédition planifiée et acceptation des colis de transporteurs autres que Postes Canada. Le forfait de Nuage B à Saint-Henri, offert à partir de 79 \$ par mois, regroupe la réexpédition et la numérisation du courrier avec l'adresse elle-même (nuage-b.com). L'établissement de Swivl sur Queen Mary propose son « abonnement à une boîte aux lettres de bureau virtuel » de 69 \$ par mois pour un engagement annuel à 89 \$ par mois avec facturation mensuelle, explicitement présenté comme une solution de rechange à l'affichage d'« un numéro de case postale » (swivl.ca).

Troisième niveau : forfaits de service complet

Le niveau supérieur ajoute l'accueil par du personnel, la réponse téléphonique et l'accès inclus à des bureaux privés, à des postes en coworking ou à des salles de réunion. L'offre d'Ashanti Business Center dans le Vieux-Montréal distingue la « domiciliation d'entreprise » (adresse seulement, à partir de 139 \$/mois) d'un « service téléphonique » distinct avec réponse personnalisée aux appels (à partir de 279 \$/mois) (ashantibusiness.com), tandis que Regus et Spaces commercialisent tous deux un forfait combiné « Virtual Office Plus » ; Spaces le décrit comme comprenant « une adresse d'affaires, des services téléphoniques et cinq jours d'accès chaque mois à des bureaux privés ou à des espaces de coworking » (www.spacesworks.com). L'offre haut de gamme de Davinci Virtual à Montréal, au McGill Street Executive Center, est affichée à 197 \$ US par mois (www.davincivirtual.com).

Composantes essentielles : adresse d'affaires, gestion du courrier, accueil et accès aux salles de réunion

Quel que soit le niveau, la plupart des contrats de bureau virtuel à Montréal reposent sur le même ensemble de composantes distinctes, tarifées séparément. Comprendre ces composantes permet aux acheteurs de comparer les fournisseurs sur une base équivalente plutôt qu'en fonction du seul prix affiché.

- **Une adresse municipale physique**, utilisée pour les déclarations de constitution en société, les cartes professionnelles, les factures, les opérations bancaires et les inscriptions en ligne. C'est la seule composante incluse à tous les niveaux de bureau virtuel, et c'est ce qui distingue juridiquement un bureau virtuel d'une case postale pour la plupart des démarches d'immatriculation, puisque le registre des entreprises du Québec précise explicitement que « l'adresse d'affaires d'une personne physique est son principal lieu de travail ou d'affaires. Il n'est pas possible de fournir une case postale comme adresse d'affaires » (www.quebec.ca).
- **La réception et la gestion du courrier**, c'est-à-dire que le personnel accepte physiquement le courrier et les colis entrants à l'adresse. Les forfaits de base s'arrêtent là ; les meilleurs forfaits ajoutent une notification (un courriel ou une alerte avec photo à l'arrivée d'un envoi).
- **La numérisation du courrier**, qui consiste à ouvrir les enveloppes reçues (avec consentement) et à en numériser le contenu. Davinci Virtual la facture comme un service complémentaire distinct à son établissement de la tour IA, affichant « Numérisation du courrier — 50,00 \$/mois » séparément des frais d'adresse de base (www.davincivirtual.com).
- **La réexpédition du courrier**, qui consiste à acheminer physiquement le courrier à une autre adresse selon un calendrier. Davinci la divise en deux niveaux au même établissement : « Réexpédition hebdomadaire du courrier — 50,00 \$/mois » et « Réexpédition mensuelle du courrier — 30,00 \$/mois » (www.davincivirtual.com), ce qui illustre comment la tarification détaillée des services complémentaires peut modifier sensiblement le coût mensuel réel au-delà du tarif de base annoncé. Spaces décrit la même souplesse en termes généraux, indiquant que les clients « peuvent choisir comment et quand leur courrier est envoyé à Montréal, sur demande, chaque semaine ou chaque mois », les colis étant « réexpédiés partout dans le monde » (www.spacesworks.com).
- **Une inscription au répertoire du hall et une personne à l'accueil**, afin que les clients qui se présentent sans rendez-vous ou les messagers puissent être dirigés adéquatement ; Davinci facture séparément ce service sous la rubrique « Inscription dans le hall — frais uniques de mise en place : 165,00 \$ + 65,00 \$/mois » (www.davincivirtual.com).
- **La réponse téléphonique**, une ligne d'accueil où une personne ou un système automatisé répond au nom de l'entreprise. Ashanti propose un service téléphonique distinct à partir de 279 \$ par mois précisément parce qu'il exige une réceptionniste formée plutôt qu'un commis au courrier (ashantibusiness.com), un facteur de coût que les guides de tarification du secteur désignent

systematiquement comme le plus grand écart entre un forfait d'adresse seulement et un forfait de service complet, puisque l'accueil par du personnel exige des personnes formées disponibles pendant les heures d'ouverture plutôt qu'une gestion automatisée du courrier.

- **Des crédits de salle de réunion et de bureau à la journée**, permettant au titulaire du bureau virtuel d'accueillir des clients ou une équipe sur place à l'occasion. Swivl inclut « 4 heures d'accès à une salle de conférence par mois » dans son abonnement de deuxième niveau et ajoute un rabais sur la location d'espaces flexibles supplémentaires à son forfait de base (swivl.ca).

Pour les utilisateurs qui finissent par avoir besoin d'un accès quotidien à un poste plutôt que d'une utilisation occasionnelle, la suite naturelle est un abonnement de coworking. L'établissement de 2727 Coworking à Griffintown, situé « devant le parc du canal de Lachine » (2727coworking.com), propose des postes flexibles / hot desks à 300 \$ par mois, des postes attitrés à 450 \$ et des bureaux privés pour une personne à 600 \$, jusqu'à un bureau pour dix personnes à 3 000 \$, avec accès à l'immeuble 24/7, salle de conférence accessible gratuitement, cuisine entièrement équipée et Internet gigabit inclus à tous les niveaux. Ses documents de visite virtuelle décrivent l'espace comme offrant des « bureaux privés » pour des « équipes de 1 à 10 personnes », situés « à quelques pas du métro Charlevoix et du canal de Lachine » (2727coworking.com) (2727coworking.com), ce qui constitue un point de référence utile pour les acheteurs qui comparent un abonnement strictement limité au courrier et à l'adresse avec le coût d'un passage à un poste de travail physique.

Le cadre juridique : immatriculer et exploiter une entreprise à une adresse virtuelle au Québec

La question la plus déterminante pour quiconque envisage un bureau virtuel à Montréal est de savoir si l'adresse obtenue satisfera aux règles d'immatriculation des entreprises du Québec et du Canada. La réponse dépend largement de la forme juridique.

Entreprises individuelles

Au Québec, la plupart des entreprises, y compris les entreprises individuelles exploitées sous un nom autre que le nom légal de leur propriétaire, doivent s'immatriculer auprès du Registraire des entreprises : les règles précisent qu'une déclaration d'immatriculation est exigée des « personnes physiques qui exploitent une entreprise individuelle au Québec sous un nom qui ne comprend pas leur prénom et leur nom de famille » (www.quebec.ca). Point crucial, la propre description du REQ de ce que signifie « adresse du domicile » pour un propriétaire d'entreprise individuelle précise que « pour les personnes physiques qui exploitent une entreprise individuelle, il s'agit de leur adresse résidentielle » (www.quebec.ca), ce qui est distinct des champs « adresse professionnelle » (adresse du lieu de travail) ou « adresse du domicile élu » (domicile choisi), ce dernier étant défini comme l'« adresse de la personne mandatée pour recevoir les documents de l'entreprise aux fins de l'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises » (www.quebec.ca). En pratique, cela signifie qu'un propriétaire d'entreprise individuelle peut inscrire un bureau virtuel comme « adresse

professionnelle » ou comme domicile élu pour recevoir la correspondance officielle, ce qui évite d'afficher une adresse résidentielle dans le registre public, mais le champ sous-jacent du domicile d'une personne demeure lié à sa résidence réelle plutôt qu'à une boîte aux lettres louée. Le registre est sans équivoque sur un point qui élimine un raccourci courant : « il n'est pas possible de fournir une case postale comme adresse d'affaires » (www.quebec.ca), ce qui explique précisément pourquoi les fournisseurs de boîtes aux lettres virtuelles soulignent qu'ils attribuent « une véritable adresse municipale », et non un numéro de case (cbandmailbox.com).

Entités constituées en société

Pour les entreprises constituées en société sous le régime provincial ou fédéral, l'exigence passe d'un domicile personnel à un siège social. Le registre québécois le définit ainsi pour les personnes morales : « Adresse du domicile. Pour les personnes morales, il s'agit de l'adresse du siège » (www.quebec.ca). Au fédéral, Corporations Canada exige que chaque entreprise constituée en société « ait une adresse de siège », où « les documents officiels seront signifiés à la société », et avertit les fondateurs de « choisir une adresse où ils seront certains de recevoir tout document qui y est envoyé puisque, légalement, ces documents seront présumés avoir été reçus par la société » (ised-isde.canada.ca). Aucune des deux autorités de réglementation n'exige que le siège soit un local loué doté de personnel ; une adresse de bureau virtuel surveillée, où le courrier est reçu et réexpédié de façon fiable, satisfait à cette exigence, ce qui explique précisément pourquoi les discussions dans la communauté sur la constitution en société avec une adresse virtuelle concluent que « vous pouvez constituer une société avec une adresse virtuelle. Il suffit que ce soit une adresse postale canadienne où le courrier gouvernemental peut vous parvenir de façon fiable » (www.reddit.com). Une nuance soulevée dans cette même discussion mérite une réserve : les livres de procès-verbaux des sociétés constituent des registres juridiques distincts de l'adresse du siège et, bien que la plupart soient maintenant tenus sous forme numérique, un commentateur a averti que « pour la conservation physique d'un livre de procès-verbaux, une adresse virtuelle ne convient pas ». Les acheteurs devraient donc vérifier auprès de leur conseiller juridique ou de leur fournisseur de bureau virtuel comment les registres physiques de la société, s'il en existe, seront conservés (www.reddit.com).

Coûts d'immatriculation

Le Registraire des entreprises du Québec publie son barème complet des droits dans le document annuel « Tarifs et modalités de paiement » (RE-101), en vigueur le 1er janvier 2026, qui fixe les droits standards de déclaration d'immatriculation à 41,00 \$ pour une personne physique en traitement régulier (61,50 \$ en traitement prioritaire), contre 63,00 \$ pour une personne morale à but lucratif ou une fiducie (94,50 \$ en traitement prioritaire) (cdn-contenu.quebec.ca). Au fédéral, la constitution en société en ligne auprès de Corporations Canada coûte « 200 \$ (en ligne) » (ised-isde.canada.ca), un montant confirmé indépendamment par un service canadien de constitution en société, qui indique que « les sociétés de régime fédéral ont des frais gouvernementaux de constitution de 200 \$ » (www.corpcentre.ca).

Immatriculation extraprovinciale et transfrontalière

Les entreprises établies à l'extérieur du Québec, ou même à l'extérieur du Canada, doivent répondre à une question préalable supplémentaire : l'utilisation d'un bureau virtuel à Montréal crée-t-elle d'emblée une obligation d'immatriculation au Québec ? Les directives gouvernementales répondent à cette question par un critère fonctionnel plutôt qu'un critère de présence physique. Une entreprise est considérée comme exerçant une activité au Québec, et donc assujettie à l'immatriculation, dans plusieurs situations, notamment simplement parce qu'« elle possède une adresse au Québec » ou qu'« elle ou son représentant possède un établissement ou une case postale au Québec » (www.quebec.ca). En pratique, cela signifie qu'une entreprise d'une autre province ou de l'étranger qui adopte une adresse virtuelle à Montréal pour renforcer sa crédibilité a probablement créé, par ce même geste, une obligation d'immatriculation au Québec qu'elle n'aurait pas autrement eue, une nuance que de nombreux premiers acheteurs négligent lorsqu'ils supposent qu'une adresse virtuelle est un choix purement cosmétique. Les discussions dans la communauté sur des arrangements similaires ailleurs au Canada font écho à cette réalité pratique : un participant à un forum de petites entreprises a recommandé les chaînes nationales de boutiques de services postaux comme adresse d'immatriculation viable, soulignant que « les boutiques UPS sont généralement une bonne option » puisque les autorités comme l'Agence du revenu du Canada « ont essentiellement besoin d'une adresse physique » où le courrier est reçu de façon fiable (www.reddit.com). Les règles québécoises prévoient aussi une exemption réciproque limitée pour certaines personnes morales domiciliées en Ontario, dont les droits d'immatriculation (mais non l'obligation de s'immatriculer si elles exercent par ailleurs une activité au Québec) peuvent être levés sous certaines conditions liées à la loi régissant leur constitution.

Inscription aux fichiers des taxes de vente

Une adresse de bureau virtuel ne change pas l'obligation d'une entreprise de s'inscrire aux fichiers des taxes à la consommation une fois les seuils de revenus dépassés. Revenu Québec exige l'inscription aux fichiers de la TPS et de la TVQ lorsque « le total des fournitures taxables mondiales... dépasse 30 000 \$ au cours d'un trimestre civil donné ou des quatre trimestres civils précédents » (www.revenuquebec.ca), un seuil de « petit fournisseur » qui s'applique de la même façon que l'entreprise exerce ses activités à partir d'un bureau à domicile, d'une adresse virtuelle ou d'un local commercial loué.

Choisir un fournisseur : processus de mise en place, coûts cachés et considérations pratiques

Choisir un fournisseur de bureau virtuel à Montréal ne se limite pas à comparer les prix mensuels affichés. Les facteurs suivants ont une incidence importante sur le coût total et l'adéquation du service.

Modalités contractuelles et processus de mise en place

De nombreux fournisseurs établis exigent un engagement de plusieurs mois ; les offres montréalaises de Davinci Virtual indiquent qu'« une durée minimale de 6 mois s'applique » pour la plupart de ses partenariats avec des établissements (www.davincivirtual.com), tandis que les exploitants spécialisés en boîtes aux lettres virtuelles tendent à offrir une souplesse au mois plutôt que les contrats de location de plusieurs mois exigés par Postes Canada pour son produit comparable de case postale. Les contrats de plus longue durée font généralement l'objet de rabais dans le secteur, précisément parce qu'ils offrent aux fournisseurs une certitude de revenus, ce qui explique pourquoi les forfaits au mois coûtent presque toujours plus cher que les engagements annuels. Le processus de mise en place lui-même est simple chez les différents fournisseurs : choisir une adresse et un forfait, signer une convention de services (en vérifiant la durée minimale et le préavis de résiliation) et fournir une pièce d'identité délivrée par un gouvernement, une exigence que Postes Canada impose également pour son produit comparable de case postale, en demandant aux locataires d'« apporter une pièce d'identité avec photo délivrée par un gouvernement » (www.canadapost-postescanada.ca).

Coûts cachés à surveiller

Les tarifs mensuels de base excluent souvent des services complémentaires ponctuels ou récurrents, et c'est là que les prix annoncés peuvent s'écarter fortement de la facture mensuelle réelle. L'établissement de Davinci à la tour IA ajoute des « frais de récupération du courrier (requis pour la récupération du courrier) — 13,00 \$/mois » à son forfait de base (www.davincivirtual.com), et son offre de la rue Metcalfe facture un « numéro de bureau personnel — 20,00 \$/mois » pour une fonctionnalité que certains concurrents incluent gratuitement (www.davincivirtual.com). Alliance Virtual Offices répertorie plusieurs catégories de frais cachés sur lesquels les acheteurs devraient se renseigner avant de signer, notamment des frais de mise en place ou d'activation « (50 \$ à 200 \$) » que certains fournisseurs facturent et dont d'autres font grâce (www.alliancevirtualoffices.com), des frais de réexpédition par envoi une fois le volume inclus dans le forfait dépassé, des frais de salle de réunion au-delà du nombre d'heures inclus et des pièges de tarif de lancement où le tarif promotionnel du premier trimestre triple discrètement après la fin de la période d'essai. Les acheteurs devraient demander un total mensuel tout compris, incluant les taxes et tous les frais par envoi ou par heure, avant de comparer les fournisseurs sur la seule base du prix affiché.

Prestige de l'adresse et quartier

Les adresses du centre-ville, du Vieux-Montréal et du Mile End sont généralement plus chères que celles des quartiers périphériques ; Ashanti commercialise son adresse du Vieux-Montréal en misant explicitement sur le prestige, se présentant comme offrant le prestige d'une adresse commerciale reconnue, tandis que Nuage B positionne son établissement de Saint-Henri comme une solution moins coûteuse près du centre-ville plutôt qu'au cœur même du secteur commercial. Cela reflète le principe général de tarification selon lequel l'emplacement est le principal facteur du prix d'un bureau virtuel dans l'ensemble du secteur : une adresse de premier choix au centre-ville coûte plus cher qu'un service équivalent dans un quartier secondaire, à Montréal comme dans les grands marchés nord-américains.

Délai d'activation habituel

La plupart des abonnements de bureau virtuel à Montréal sont activés rapidement une fois les pièces d'identité et le paiement reçus, souvent en un à deux jours ouvrables pour un forfait d'adresse seulement et un peu plus longtemps pour les forfaits comprenant un numéro de téléphone local dédié, puisque le transfert du numéro et la mise en service de l'accueil téléphonique nécessitent une coordination supplémentaire. Les acheteurs qui ont besoin de disposer de l'adresse avant de déposer leurs documents au REQ ou à Corporations Canada devraient confirmer explicitement le délai d'activation plutôt que de présumer d'une disponibilité le jour même, particulièrement autour des jours fériés ou en cas d'accumulation de dossiers chez le fournisseur pendant la période de pointe des constitutions en société au premier trimestre de l'année civile, lorsque de nombreuses entreprises déposent simultanément leurs mises à jour annuelles et de nouvelles immatriculations.

Possibilités d'évolution et souplesse

Les acheteurs qui prévoient une croissance devraient vérifier si leur fournisseur de bureau virtuel offre des laissez-passer journaliers ou des rabais pour passer au coworking ; Swivl inclut un « rabais de 30 % sur toutes les locations d'espaces flexibles » dans son abonnement virtuel précisément pour que les membres puissent passer au travail en personne sans changer de fournisseur ([swivl.ca](https://www.swivl.ca)), et Regus annonce que les clients peuvent déplacer leur adresse virtuelle entre ses centres « sans frais supplémentaires », précisant que « si vous devez transférer votre adresse dans un autre centre, nous le ferons pour vous sans frais supplémentaires » (www.regus.com), une possibilité à confirmer auprès des petits fournisseurs indépendants avant de signer un contrat de longue durée.

Analyse des données et éléments probants

Le *tableau 1* ci-dessous résume les tarifs mensuels annoncés sur le marché montréalais des adresses et des bureaux virtuels, à partir des pages de tarification des fournisseurs consultées en juillet 2026.

Fournisseur	Prix d'entrée (\$/mois)	Niveau supérieur annoncé	Services inclus	Durée minimale
Instant Offices (regroupement de fournisseurs)	40 \$ (www.instantoffices.com)	139 \$/mois (www.instantoffices.com)	Adresse, réception du courrier, varie selon l'immeuble	Varie selon le centre
Davinci Virtual	60 \$ US/mois (www.davincivirtual.com)	197 \$ US/mois	Adresse, personne à l'accueil dans le hall, services de courrier complémentaires	6 mois
Nuage B	79 \$/mois (nuage-b.com)	79 \$/mois (niveau unique)	Adresse, réexpédition du courrier, numérisation du courrier, accès à une salle de réunion	Aucune annoncée

Fournisseur	Prix d'entrée (\$/mois)	Niveau supérieur annoncé	Services inclus	Durée minimale
Ashanti Business Center	139 \$/mois (ashantibusiness.com)	279 \$/mois (service téléphonique)	Adresse, réponse aux appels, accès au réseau	Non précisée
Swivl	69 \$/mois (annuel) (swivl.ca)	109 \$/mois	Boîte aux lettres, numérisation, salle de réunion 4 h/mois	Options mensuelles, semestrielles ou annuelles
Regus (IWG)	3 \$/jour (www.regus.com)	Virtual Office Plus (adresse + téléphone + journées en espace de travail)	Adresse, accès au réseau mondial (4 000+ établissements)	6+ mois pour le meilleur tarif
Spaces (IWG)	3 \$/jour (www.spacesworks.com)	Adresse d'affaires à 10 \$/personne/jour	Adresse, réexpédition du courrier, réponse téléphonique	Au mois ou 6+ mois
C-Band Mailbox	4,99 \$ CA/mois (cbandmailbox.com)	Aucun niveau distinct sur cette page	Adresse réelle, numérisation, réexpédition, colis de tous les transporteurs	Au mois
Case postale de Postes Canada	69 \$/3 mois (www.canadapost-postescanada.ca)	Cases de plus grande taille, prix sur demande	Numéro de case seulement ; aucune adresse municipale	3 à 12 mois
2727 Coworking (poste physique, à titre comparatif)	300 \$/mois (poste flexible / hot desk) (2727coworking.com)	3 000 \$/mois (bureau pour 10 personnes)	Accès 24/7, Internet gigabit, salle de conférence gratuite	Non précisée

Cette comparaison révèle une segmentation claire : les services spécialisés de boîtes aux lettres virtuelles (C-Band, le niveau de base de Swivl) offrent des prix inférieurs à ceux des fournisseurs généralistes de bureaux virtuels pour les seuls services d'adresse et de courrier, tandis que les exploitants multinationaux comme Regus et Spaces rivalisent moins sur le tarif journalier affiché que sur l'étendue de leur réseau, puisqu'un client de Regus peut « rejoindre le plus grand réseau d'adresses d'affaires au monde, avec plus de 4000 établissements dans plus de 100 pays » (www.regus.com). Les exploitants spécialisés présents uniquement à Montréal, comme Ashanti et Nuage B, se situent entre les deux sur le plan tarifaire, remplaçant l'envergure du réseau par une adresse locale soigneusement choisie et, dans le cas d'Ashanti, un abonnement de type club de réseautage présenté comme un avantage plutôt que comme un simple service administratif. La fourchette globale que MatchOffice cite pour le marché montréalais, « 30 \$ à 350 \$ par mois » (www.matchoffice.com), englobe essentiellement tous les fournisseurs du tableau 1.

Le *tableau 2* ci-dessous compare les quatre solutions courantes de courrier et d'adresse au Canada selon les caractéristiques les plus importantes pour la conformité et la commodité.

Caractéristique	Case postale de Postes Canada	Boîte aux lettres virtuelle	Bureau virtuel complet
Véritable adresse municipale	Non, numéro de case seulement	Oui	Oui
Acceptée comme adresse d'affaires au REQ	Non acceptée (cases postales interdites)	Généralement acceptée	Généralement acceptée
Acceptation des colis	Postes Canada seulement	Tous les transporteurs	Tous les transporteurs (variable)
Numérisation du courrier	Non offerte	Le jour même (varie selon le fournisseur)	Service complémentaire, p. ex. 50 \$/mois
Accès à une salle de réunion	Non	Rarement	Oui, souvent inclus ou à tarif réduit
Prix de départ habituel	69 \$/3 mois	4,99 \$ à 25 \$/mois	79 \$ à 300+ \$/mois
Engagement minimal	3 à 12 mois	Au mois	Souvent 6+ mois

Les données sources du tableau 2 proviennent de la même comparaison que C-Band Mailbox publie entre son propre produit et une case de Postes Canada, où il indique que « les cases postales de Postes Canada commencent autour de 15 \$ à 25 \$ CA/mois selon la taille et l'emplacement », comparativement à son propre tarif de départ de « 4,99 \$ CA/mois » (cbandmailbox.com). La conséquence pratique du tableau 2 est que les cases postales demeurent viables uniquement pour la correspondance personnelle ou à faible enjeu ; toute entreprise qui doit satisfaire aux exigences d'adresse du REQ ou de Corporations Canada, ou qui souhaite présenter une adresse crédible à ses clients, a besoin au minimum d'une boîte aux lettres virtuelle et, pour le travail auprès de la clientèle, d'un bureau virtuel complet.

Au-delà de Montréal, le modèle sous-jacent d'une activité commerciale connexe au coworking et centrée sur l'adresse se répète dans les autres grands marchés canadiens, la base de données d'entreprises de poidata.io montrant que la Colombie-Britannique et l'Alberta constituent les plus grands marchés provinciaux du coworking après l'Ontario et le Québec, avec respectivement 207 et 110 entreprises recensées (www.poidata.io). Spaces, la marque sœur de Regus au sein d'IWG axée sur le coworking, illustre comment un même fournisseur peut tarifier une simple adresse d'affaires et un poste attitré dans un espace doté de personnel selon des bases entièrement différentes au sein d'une même gamme de produits : son produit d'adresse d'affaires à Montréal est affiché à partir de « 10 \$ par personne par jour », tandis que son produit de poste attitré est affiché à partir du même tarif journalier par personne, ce qui reflète la faible différenciation qu'IWG établit entre les services d'adresse seuls et l'accès à un poste dans un espace disposant de peu de personnel au niveau d'entrée (www.spacesworks.com). Quant à l'envergure du marché, Market Research Future estime le marché mondial des bureaux virtuels à « 22,79 milliards de \$ US en 2024 » et prévoit une croissance « de 24,58 milliards de \$ US en 2025 à 52,29 milliards de \$ US d'ici 2035, affichant un taux de croissance annuel composé (CAGR) de 7,84 % » (www.marketresearchfuture.com). Ce rapport constate également que les services de bureaux virtuels hébergés demeurent le plus grand segment en matière de revenus, décrivant le « segment des bureaux virtuels hébergés » comme « l'acteur dominant du marché des bureaux virtuels » (www.marketresearchfuture.com), tandis que les produits de type coworking sont désignés

comme le segment à la croissance la plus rapide et les petites et moyennes entreprises comme la clientèle dominante. Localement, le marché du coworking montréalais, qui sert de référence à la tarification de nombreuses options complémentaires aux bureaux virtuels, affiche un loyer commercial moyen de 28 \$ le pied carré et un prix moyen de poste flexible / hot desk de 280 \$ par mois selon le modèle de marché d'Easy Space (easyspace.app) (easyspace.app), des chiffres globalement cohérents avec le propre tarif affiché de 300 \$ pour un poste flexible / hot desk chez 2727 Coworking. L'infrastructure Internet qui soutient le télétravail et le travail hybride dans la ville offre une vitesse moyenne de 190 Mbps, selon le même modèle (easyspace.app), et à l'échelle nationale, l'Ontario et le Québec représentent ensemble la majorité de l'offre canadienne de coworking, la base de données d'entreprises de poidata.io recensant « 480 entreprises et 314 entreprises, respectivement » sur un total national de 1 448 (www.poidata.io).

Études de cas et exemples concrets

Propriétaire d'entreprise individuelle à domicile s'immatriculant au REQ (exemple hypothétique)

Prenons le cas d'une graphiste travailleuse autonome qui exerce ses activités sous un nom commercial à Montréal. Selon les règles du REQ, elle doit produire une déclaration d'immatriculation parce qu'elle exerce ses activités « sous un nom qui ne comprend pas son prénom et son nom de famille » (www.quebec.ca). Plutôt que d'inscrire son adresse résidentielle au registre public, elle s'abonne à une adresse virtuelle à 79 \$ par mois à Saint-Henri, l'utilise comme domicile élu pour recevoir la correspondance officielle et paie les droits standards d'immatriculation au REQ de 41,00 \$ pour une personne physique (nuage-b.com) (cdn-contenu.quebec.ca). L'adresse de son domicile réel demeure celle de sa résidence, conformément à la définition du REQ pour les propriétaires d'entreprise individuelle, mais son adresse publique de correspondance ne figure jamais dans les dossiers visibles par les clients.

Vendeuse en commerce électronique d'une autre province se constituant en société de régime fédéral (exemple hypothétique)

Une fondatrice d'entreprise de commerce électronique établie en Ontario souhaite une entité constituée en société de régime fédéral ayant une présence reconnue au Québec pour accéder à certains partenariats de distribution. Elle se constitue en société de régime fédéral pour 200 \$ en ligne auprès de Corporations Canada (ised-isde.canada.ca), en désignant un bureau virtuel montréalais comme adresse de siège, puisque Corporations Canada exige seulement que l'adresse permette de recevoir de façon fiable les documents qui, « légalement... seront présumés avoir été reçus par la société » (ised-isde.canada.ca). Elle choisit une offre de Davinci Virtual avec numérisation du courrier pour que les documents lui parviennent numériquement, peu importe où elle se trouve physiquement.

Petit cabinet de conseil passant d'une adresse virtuelle à un abonnement de coworking (exemple hypothétique)

Un cabinet de conseil de deux personnes commence avec une adresse chez Ashanti Business Center à 139 \$ par mois pour établir sa crédibilité auprès des clients tout en travaillant à distance. À mesure que le cabinet grandit et a besoin de rencontres occasionnelles avec les clients en personne, il ajoute l'accès aux « élégantes salles de réunion » d'Ashanti offertes aux abonnés de bureaux virtuels (ashantibusiness.com), puis, lorsque l'accès quotidien à un poste devient nécessaire, passe à un poste attitré chez un exploitant d'espace de coworking de Griffintown pour 450 \$ par mois (2727coworking.com), illustrant la progression habituelle d'une adresse seulement vers un espace de travail physique complet à mesure qu'une entreprise mûrit.

Hivernant et professionnel travaillant à distance en voyage utilisant une boîte aux lettres virtuelle

Au-delà des entreprises constituées en société, les personnes qui voyagent beaucoup comptent aussi sur les boîtes aux lettres virtuelles de la région de Montréal. Comme le décrit un témoignage de client de C-Band Mailbox, un retraité « passant ses hivers aux États-Unis » avait besoin d'accéder à distance à son courrier canadien, parce qu'une case postale était « inutile » en voyage, puisqu'il fallait demander aux voisins de s'y rendre pour la vérifier ; une boîte aux lettres virtuelle, en revanche, « numérise et réexpédie tout » (cbandmailbox.com). Ce cas souligne que les services d'adresse virtuelle à Montréal et dans le marché québécois plus large répondent aussi bien aux besoins des particuliers qu'à ceux des entreprises, et non seulement à l'immatriculation officielle des sociétés.

Incidences et perspectives

Plusieurs facteurs structurels devraient maintenir une forte demande de bureaux virtuels à Montréal jusqu'à la fin de la décennie. Premièrement, le taux national d'inoccupation des bureaux au Canada est demeuré stable à 18,1 % au premier trimestre de 2026, JLL indiquant que « la plupart des marchés voient l'inoccupation diminuer, y compris Montréal, qui enregistre sa première baisse trimestrielle depuis 2020 » (www.jll.com), ce qui laisse entendre que les propriétaires et les exploitants d'espaces flexibles continueront de se livrer une concurrence vigoureuse sur les prix pour attirer précisément les locataires ayant besoin de peu de superficie auxquels s'adressent les bureaux virtuels et les postes en coworking, même si le marché montre les premiers signes d'un resserrement. Deuxièmement, les prévisions de croissance sectorielle de Market Research Future indiquent une expansion continue de la catégorie sous-jacente des bureaux virtuels jusqu'en 2035, à un taux de croissance annuel composé de 7,84 % (www.marketresearchfuture.com), une projection cohérente avec l'observation plus générale de JLL selon laquelle, à l'exception de Calgary et d'Ottawa, « tous les grands marchés » au Canada « affichent maintenant une tendance à la baisse de l'inoccupation » (www.jll.com), ce qui laisse présager des conditions concurrentielles qui se resserrent graduellement plutôt que de s'assouplir pour les acheteurs d'espaces flexibles à moyen terme, même si le niveau absolu d'inoccupation demeure historiquement élevé.

Troisièmement, le cadre réglementaire au Québec n'a pas évolué vers une restriction des adresses virtuelles ; au contraire, les propres règles publiées du REQ permettent cette pratique en séparant le domicile privé d'une personne physique de son adresse professionnelle ou de domicile élu, tout en exigeant seulement que les documents puissent parvenir à l'entreprise de façon fiable. Quatrièmement, le marché se divise entre les spécialistes à faible coût des boîtes aux lettres virtuelles conçues pour le numérique, dont les prix sont inférieurs à 10 \$ par mois, et les exploitants de services complets regroupant adresse, accueil et espace de travail, une division qui devrait s'accroître à mesure que les acheteurs deviennent plus avertis et choisissent séparément les services précis dont ils ont besoin plutôt que d'opter par défaut pour un forfait complet comprenant des minutes de réponse téléphonique ou des heures de salle de réunion qu'ils n'utiliseront pas.

Les entreprises qui évaluent les fournisseurs devraient s'attendre à ce que cette segmentation se poursuive, ce qui signifie que les comparaisons de prix doivent préciser le niveau (adresse seulement, adresse et courrier, ou service complet) pour être pertinentes, puisque les prix mensuels affichés sur le marché montréalais couvrent près de deux ordres de grandeur, d'environ 5 \$ à 350 \$ par mois (www.matchoffice.com), selon entièrement ce qui est inclus. Pour l'avenir, les modes de travail hybrides et la croissance continue du commerce électronique et des cabinets de conseil d'une seule personne au Québec laissent entendre que la demande continuera de favoriser les produits flexibles d'adresse et de courrier offerts séparément plutôt que les baux de bureaux traditionnels à long terme, particulièrement aux tout premiers stades de la vie d'une entreprise, avant qu'elle ait besoin de l'accès quotidien à un poste qu'offre un abonnement de coworking ou un bureau privé complet.

Foire aux questions (FAQ)

Un bureau virtuel est-il légal pour l'immatriculation d'une entreprise à Montréal ? Oui, avec des réserves propres à la forme juridique. Les entreprises constituées en société peuvent utiliser un bureau virtuel comme adresse de siège, puisque l'exigence est seulement que l'adresse permette de recevoir de façon fiable les documents juridiques (ised-isde.canada.ca). Les propriétaires d'entreprise individuelle peuvent utiliser une adresse virtuelle comme adresse professionnelle ou de domicile élu, bien que leur champ sous-jacent du domicile d'une personne physique au REQ demeure leur adresse résidentielle (www.quebec.ca).

Puis-je utiliser une case postale comme adresse d'affaires à Montréal ? Non. Le registre des entreprises du Québec précise explicitement qu'« il n'est pas possible de fournir une case postale comme adresse d'affaires » (www.quebec.ca), et la plupart des banques, des places de marché et des registres suivent la même règle, ce qui explique pourquoi les fournisseurs de boîtes aux lettres virtuelles se positionnent précisément autour de la fourniture d'une véritable adresse municipale plutôt que d'un numéro de case.

Quelle est l'option de bureau virtuel la moins chère à Montréal ? Les services de boîtes aux lettres virtuelles seuls constituent le niveau le moins cher, avec des forfaits d'entrée disponibles à moins de 10 \$ par mois, et Instant Offices affiche plusieurs options d'adresse seulement à Montréal à 40 \$ par mois (www.instantoffices.com). Les acheteurs au budget serré devraient vérifier si ces prix d'entrée comprennent la numérisation du courrier ou seulement sa réception, et surveiller les frais de mise en place et par envoi qui peuvent s'accumuler au-delà du tarif de base, comme il est expliqué dans la discussion sur les coûts cachés ci-dessus.

Combien coûte une boîte aux lettres virtuelle à Montréal ? Les abonnements spécialisés de boîte aux lettres virtuelle sur le marché canadien plus large vont d'environ 4,99 \$ à 89 \$ par mois selon les fonctionnalités et le fournisseur, comparativement à une case postale de Postes Canada à partir d'environ « 69 \$ pour 3 mois » (www.canadapost-postescanada.ca).

Dois-je m'inscrire aux fichiers de la TVQ et de la TPS si j'utilise seulement un bureau virtuel ?

L'obligation d'inscription dépend des revenus, et non du type d'adresse. Une fois que le total des fournitures taxables dépasse 30 000 \$ sur quatre trimestres civils consécutifs, l'inscription aux fichiers de la TPS et de la TVQ est obligatoire, que l'entreprise exerce ses activités à partir d'un bureau à domicile, d'une adresse virtuelle ou de locaux loués (www.revenuquebec.ca).

Un espace de coworking est-il la même chose qu'un bureau virtuel ? Non, bien que les deux soient souvent regroupés ou offerts comme possibilité d'évolution. Un bureau virtuel fournit une adresse et des services de courrier sans exiger une présence physique, tandis que le coworking, tel qu'offert par des exploitants comme 2727 Coworking, fournit des postes flexibles / hot desks physiques, des postes attitrés et des bureaux privés à partir de 300 \$ par mois pour une utilisation quotidienne sur place. De nombreux fournisseurs, dont Swivl et Spaces, vendent les deux et offrent un accès à tarif réduit permettant de passer de l'un à l'autre.

Combien coûte la constitution d'une entreprise en société qui utilisera un bureau virtuel à Montréal ?

La constitution en société de régime fédéral coûte 200 \$ en ligne auprès de Corporations Canada (ised-isde.canada.ca), tandis que les droits d'immatriculation au REQ du Québec pour une personne morale à but lucratif sont de 63,00 \$ en traitement régulier (cdn-contenu.quebec.ca) ; l'abonnement de bureau virtuel lui-même constitue un coût mensuel récurrent distinct qui s'ajoute à ces frais uniques de dépôt.

Puis-je ouvrir un compte bancaire d'entreprise avec une adresse de bureau virtuel à Montréal ?

Généralement oui, à condition que la banque puisse vérifier indépendamment l'immatriculation sous-jacente de l'entreprise. Puisqu'une adresse de bureau virtuel peut satisfaire à la fois aux exigences d'adresse professionnelle du REQ et à l'exigence de siège de Corporations Canada, la plupart des banques canadiennes l'acceptent comme adresse officielle de l'entreprise une fois le NEQ (numéro d'entreprise du Québec) ou le numéro de société fédérale attribué (www.quebec.ca). Les banques peuvent tout de même demander une vérification d'identité supplémentaire pour le propriétaire de l'entreprise personnellement, indépendamment de l'adresse elle-même.

Existe-t-il des options de bureau virtuel gratuites à Montréal ? Aucune qui soit réellement gratuite, bien que plusieurs fournisseurs proposent des promotions offrant le premier mois gratuit pour attirer de nouveaux abonnés ; Nuage B, par exemple, annonce « Premier mois GRATUIT ! » pour son forfait d'adresse prestigieuse à Saint-Henri avant de revenir à son tarif mensuel standard de 79 \$ (nuage-b.com). Les acheteurs devraient toujours prévoir le tarif de renouvellement standard dans leur budget plutôt que le prix promotionnel.

Conclusion

Le marché montréalais des bureaux virtuels offre une véritable souplesse à presque tous les niveaux de prix, d'une boîte aux lettres numérique à 4,99 \$ par mois à une adresse prestigieuse au centre-ville avec accueil et salles de réunion à 300 \$ par mois, une fourchette corroborée indépendamment par l'estimation nationale d'Alliance Virtual Offices de 49 \$ à 300 \$ par mois et celle de MatchOffice propre à Montréal de 30 \$ à 350 \$ par mois. Le fondement juridique de l'utilisation de ces services est solide pour les entreprises constituées en société, dont l'exigence de siège est satisfaite par toute adresse où le courrier est reçu de façon fiable, et applicable avec quelques réserves mineures pour les propriétaires d'entreprise individuelle, dont l'adresse résidentielle demeure le domicile officiel même lorsqu'une adresse virtuelle sert à la correspondance quotidienne. La règle impérative la plus claire sur l'ensemble du marché est qu'une case postale, contrairement à une boîte aux lettres virtuelle ou à un bureau virtuel complet, ne peut servir d'adresse d'affaires aux fins de l'immatriculation au Québec.

Les acheteurs devraient considérer les prix mensuels affichés avec prudence tant qu'ils n'ont pas confirmé ce qui est réellement inclus : le service d'adresse de base, la numérisation du courrier, sa réexpédition, la réponse téléphonique et l'accès aux salles de réunion sont souvent tarifés et vendus séparément, les durées minimales de contrat vont d'un mois à six mois ou plus, et les frais cachés de mise en place ou par envoi peuvent augmenter sensiblement le coût mensuel réel au-delà du tarif annoncé. Un processus de comparaison rigoureux, consistant à demander un total mensuel tout compris incluant les taxes et les services complémentaires à au moins trois fournisseurs parmi les niveaux adresse seulement, adresse et courrier, et service complet, demeure le moyen le plus fiable d'éviter de payer trop cher pour des services qu'une entreprise donnée n'utilisera pas réellement. Pour les entreprises qui prévoient des besoins dépassant une adresse postale, les fournisseurs qui offrent un passage à tarif réduit vers des postes en coworking ou des bureaux privés, par leur propre réseau ou par un espace partenaire comme 2727 Coworking à Griffintown, offrent la meilleure continuité lorsque les besoins évoluent d'une simple adresse d'immatriculation vers un espace de travail physique quotidien.

Références

- Registraire des entreprises, Gouvernement du Québec : règles d'immatriculation et d'adresse des entreprises
- Corporations Canada (ISDE) : exigences et frais de constitution en société de régime fédéral
- Revenu Québec : seuils d'inscription aux fichiers de la TPS/TVQ
- Postes Canada : modalités de location des cases postales
- JLL et Market Research Future : inoccupation des bureaux et évaluation de la taille du marché des bureaux virtuels
- Pages de tarification des fournisseurs : Regus, Spaces, Davinci Virtual, Instant Offices, Ashanti Business Center, Nuage B, Swivl, C-Band Mailbox, Alliance Virtual Offices, MatchOffice, 2727 Coworking

Liens vers les sources

Liens cités dans cet article, dans leur ordre de première apparition. Les adresses complètes sont fournies pour les lecteurs qui utilisent le texte extrait.

1. <https://2727coworking.com/articles/fr/bureau-virtuel-adresse-commerciale-montreal>
2. <https://www.instantoffices.com/en-us/ca/office-space/virtual-office/montreal>
3. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices/>
4. <https://nuage-b.com/en/prestigious-business-address-lp/>
5. <https://ashantibusiness.com/en/virtual-office/>
6. <https://2727coworking.com>
7. <https://www.alliancevirtualoffices.com/virtual-office-blog/virtual-office-costs/>
8. <https://www.matchoffice.com/ca/lease/virtual-office/montreal-qc>
9. <https://2727coworking.com/articles/fr/alternatives-regus-montreal-coworking-bureau-virtuel>
10. <https://www.regus.com/en/ca/quebec/montreal/virtual-offices>
11. <https://www.spacesworks.com/en/ca/quebec/montreal/virtual-offices>
12. <https://swivl.ca/virtual-membership>
13. <https://2727coworking.com/articles/fr/adresse-residentielle-siege-social-quebec>
14. <https://www.quebec.ca/en/businesses-and-self-employed-workers/find-information-about-enterprise/search-enterprise-register/description-information-file>
15. <https://ised-isde.canada.ca/site/corporations-canada/en/business-corporations/how-incorporate-business>
16. <https://2727coworking.com/articles/fr/constitution-societe-federale-canada-2026-couts-quebec>
17. <https://ised-isde.canada.ca/site/corporations-canada/en/federal-incorporation>
18. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/registraire_entreprises/RE-101_REQ_Tous_Tarifs_2026_EN.pdf
19. <https://www.revenuquebec.ca/en/businesses/consumption-taxes/gsthst-and-qst/registering-for-the-gst-and-qst/>
20. <https://2727coworking.com/articles/fr/guide-espaces-travail-coworking-montreal>
21. <https://www.poidata.io/index.php/report/coworking-space/canada>
22. <https://www.marketresearchfuture.com/reports/virtual-office-market-26765>
23. <https://www.jll.com/en-ca/insights/market-dynamics/canada-office>
24. <https://2727coworking.com/articles/fr/bureau-virtuel-canada-entreprise-individuelle>
25. https://www.reddit.com/r/SmallBusinessCanada/comments/1nj42ob/on_has_any_incorporated_a_small_online_business/
26. <https://easyspace.app/market-data/ca/montreal-quebec>
27. <https://www.canadapost-postescanada.ca/cpc/en/small-business/rent-post-office-box.page>
28. <https://cbandmailbox.com/en/compare/virtual-mailbox-vs-po-box-canada>
29. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices/facility-5847>
30. <https://2727coworking.com/virtual-tour>
31. <https://www.quebec.ca/en/businesses-and-self-employed-workers/start-enterprise/register-constitute-enterprise/learn-about-registration/about-registration>

32. <https://www.corpcentre.ca/jurisdictions/federal-canadian>

33. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices/facility-3494>

L'ÉDITEUR

À propos de 2727 Coworking

2727 Coworking is a Montreal workspace and business-address provider. We serve people who need a place to focus, meet, run a small business or establish a professional mailing presence. Our website offers English and French information about workspace options and services, alongside educational resources for operating a business in Canada.

A workspace that fits the day

Our workspace options include private offices, day passes and desks, and a conference room. These formats help individuals and teams compare a dedicated office with more flexible ways to work or hold a meeting. Prospective members can explore the virtual tour, review current pricing and book a visit before choosing a workspace.

Business addresses and mail

2727 Coworking provides business-address and virtual-mailbox services. Our resources explain the documents and practical questions involved, including guidance for people outside Canada. Service eligibility, included features, availability and access arrangements should be confirmed on the applicable service page or with our team.

Resources for Canadian small businesses

We publish guides, research and planning tools about workspace decisions, business addresses and starting a business in Canada. Our incorporation research includes information for people inside Canada and abroad, with jurisdiction-specific material to help readers identify the next questions to investigate. These educational resources complement our workspace and address services; they are not individualized legal, tax or immigration advice.

Visit or contact 2727 Coworking

Explore [private offices](#), [day passes and desks](#), [the conference room](#), [business addresses](#) and [virtual mailboxes](#). [Book a visit](#) or [contact the team](#) to discuss your needs.

A business address alone does not establish tax residence, immigration status, banking approval or eligibility for a government program.

Site Web : <https://2727coworking.com>

Cet article est de nature informative. Validez toute décision médicale, juridique, financière, réglementaire ou technique importante auprès de professionnels compétents et des sources primaires citées. Les services de l'entreprise sont décrits séparément des constats de recherche de l'article.